



**Pour 2012,
on vous prédit beaucoup
d'ondes négatives :**

Austérité
Remise en question
de l'index,
du crédit-temps,
de la (pré)pension
Chasse aux chômeurs
Moins de soins de santé
...

Non à la fatalité, oui à la solidarité

La lutte continue !



FGTB
setca

Non à la fatalité, oui à la solidarité

La bonne carte !

Projet social européen

Investissements

**Création d'emplois
de qualité**

**Développement
d'une économie
durable**



Les cartes ne sont pas jouées

La lutte continue, grève le 30 janvier !

Pour 2012, on entend de toutes parts beaucoup de prévisions négatives. Ce n'est toutefois pas une fatalité. 2012 sera l'année où nous dirons « assez » aux coupes sombres.

En décembre, nous avons été confrontés aux mesures du nouveau gouvernement. Rapidement et sans réelle concertation, ce dernier a en effet coupé dans les régimes de (pré)pension et de crédit-temps. Les allocations de chômage ont à nouveau été rabotées (alors qu'elles se situent déjà largement en-deçà du seuil de pauvreté) et les conditions d'obtention de l'allocation d'attente ont été renforcées. Le nouveau gouvernement ne procède pas de façon équilibrée. Les épaules les plus larges (gros revenus, spéculateurs, grosses fortunes,...) ne sont pas ou pas suffisamment mises à contribution et ne supportent dès lors certainement pas les charges les plus lourdes. Nous maintenons que ce sont essentiellement les travailleurs et les allocataires sociaux qui paient la note.

La manifestation nationale du 2 décembre et la grève dans les services publics du 22 décembre n'ont donc pas permis de se faire suffisamment entendre par le nouveau gouvernement puisque les lois sur les réformes du régime de (pré)pension, le crédit-temps et les allocations de chômage ont été publiées entre-temps au Moniteur belge. Les travailleurs ont été pris de vitesse.

Sous la pression des syndicats, une concertation est intervenue entre-temps entre syndicats, employeurs et gouvernement. Pour nous, les choses sont claires : des ajustements importants doivent être apportés à ces mesures. Pour autant, il est apparu que les employeurs et le gouvernement font de nouveau la sourde oreille par rapport aux attentes des travailleurs. Les partis gouvernementaux déclarent que la concertation ne modifiera pas l'accord de gouvernement, ralliés en cela par les employeurs. Lors des actions de décembre, des voix se sont élevées pour dire qu'elles arrivaient trop tôt parce que l'accord de gouvernement n'avait pas encore été mis à exécution. Les faits démontrent le contraire, les actions ont été menées trop tard. Nous n'allons pas nous laisser prendre deux fois. De nouvelles économies sont annoncées pour le mois de février. Il est question de plusieurs milliards d'EUR et, dès à présent, l'indexation des salaires et des allocations est mise publiquement sur la table... des sauts d'index (lire la suppression d'indexations prévues) devraient apporter le « soulagement » voulu. La grève du 30 janvier vient donc

bien à son heure. Son enjeu : des ajustements clairs de l'accord de gouvernement, un non catégorique aux nouvelles économies sur le dos des travailleurs et des allocataires sociaux, pas touche à notre système d'index et pour une autre politique européenne.

Projet européen durable

Le cœur du problème se situe en effet au niveau de cette idée dominante en Europe selon laquelle nous pourrions nous sortir de la crise par l'austérité. Au nom des économies, on semble bien avoir perdu toute raison.

Il est certain que les comptes de l'Etat doivent être en ordre. C'est la seule façon de préserver la sécurité sociale et des services publics de qualité. Mais la politique menée par les institutions européennes semble devenir progressivement synonyme de démantèlement de l'Etat providence.

L'Europe doit être et rester porteuse de paix et de prospérité pour le citoyen. Aujourd'hui, elle est devenue une Europe des entreprises et du capitale qui ne connaît plus les travailleurs et les allocataires sociaux. Nos actions syndicales entendent dès lors se dresser également contre l'idéologie qui a pris en otage notre espoir d'un monde meilleur pour nous-mêmes et nos enfants.

La bonne approche doit porter sur la réalisation d'investissements, la création d'emplois de qualité et le développement d'une économie durable, le soutien aux pays et aux individus qui ont besoin de cet appui. Il existe d'autres alternatives : nous l'avons déjà répété à plusieurs reprises. L'idéologie européenne consistant à réaliser des économies nous conduit tout droit vers une récession économique. Lorsque l'économie va mal, il convient précisément d'investir, y compris dans le chef des pouvoirs publics, dans des projets économiques durables, mais également dans le pouvoir d'achat de la population afin que l'économie continue de tourner.

Non à la fatalité, oui à la solidarité

Il est possible de changer la société. Mais pas tout seul et certainement pas en s'avouant vaincu à l'avance. C'est la raison pour laquelle il y aura grève le 30 janvier.

Un autre demain est possible !